



Numéro PPQ/9293

mercredi 4 février 2015

Les grands titres:

- Le PNUD appelle la communauté internationale à se mobiliser pour sortir la Centrafrique de la crise
- Somalie : l'ONU juge nécessaire d'accélérer la fédéralisation du pays
- RDC : la MONUSCO condamne de nouveaux massacres dans la région de Beni
- Journée contre le cancer : l'ONU appelle à améliorer la prévention dans les pays en développement
- Le Soudan du Sud au bord de la catastrophe alimentaire, selon l'UNICEF
- Liban : le Conseil de sécurité condamne fermement la mort d'un Casque bleu de la FINUL
- Forum de la jeunesse : l'ONU souhaite placer les jeunes au cœur du développement
- Bahreïn : des experts indépendants de l'ONU demandent la libération d'un opposant
- Syrie : le PAM condamne le détournement de son aide alimentaire par l'Etat islamique

Le PNUD appelle la communauté internationale à se mobiliser pour sortir la Centrafrique de la crise



4 février - Le Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Abdoulaye Mar Dieye, a entamé mercredi une visite de cinq jours en République centrafricaine avec pour objectif de mobiliser la communauté internationale pour soutenir davantage le processus de transition en cours.

« C'est le moment ou jamais pour les partenaires de s'investir pour aider la Centrafrique à briser le cycle de la violence et de la pauvreté, » a affirmé Mr. Dieye. « Les Centrafricains doivent s'engager dans la voie du dialogue en vue de rétablir l'état de droit, lutter contre l'impunité et bâtir des institutions solides et relancer une économie permettant d'offrir aux citoyens les moyens de subsistance. »

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la crise centrafricaine a conduit au déplacement de plus de 438.000 personnes à l'intérieur du pays et forcé plus de 423.000 personnes à se réfugier au Cameroun, au Tchad, en République démocratique du Congo et en République du Congo. Plus de la moitié de la population du pays, soit environ 2,5 millions de personnes, a besoin d'une assistance humanitaire et plus de 60% de la population centrafricaine continue de vivre dans l'extrême pauvreté.

Le gouvernement de transition a adopté une feuille de route récemment révisée, fixant comme priorité l'appui au dialogue politique, la réconciliation nationale et l'organisation des élections, l'appui au processus de restauration de la paix et de la sécurité, le relèvement communautaire et l'assistance humanitaire.

Cette visite permettra au PNUD d'appuyer les efforts du gouvernement soutenu par la



communauté internationale pour le rétablissement de l'autorité de l'Etat, l'appui au processus de réconciliation, dont les consultations régionales et le forum de Bangui constituent les étapes majeures.

Elle offrira l'occasion d'échanger avec les autorités et divers partenaires sur l'organisation des élections et le redéploiement de l'administration. Le PNUD a aidé le gouvernement à réaliser une enquête sur l'état des besoins en matière de reprise de l'administration territoriale, des infrastructures et des services et a appuyé le paiement des salaires à travers une contribution du Fonds de consolidation de la paix des Nations unies.

Lors de sa visite, Mr. Dieye rencontrera les principales autorités de la transition, dont la Chef de l'Etat, Catherine Samba-Panza, le Premier ministre, le Président du Parlement de transition, des ministres du gouvernement, ainsi que les partenaires et le chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), Babacar Gaye. Il doit aussi visiter des projets de terrain, dont les commissariats de police de Bangui et un programme de cohésion sociale.

Somalie : l'ONU juge nécessaire d'accélérer la fédéralisation du pays



4 février - Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la situation en Somalie, le Représentant spécial du Secrétaire général dans ce pays, Nicholas Kay, a estimé mercredi qu'il fallait accélérer la fédéralisation de la Somalie, s'inquiétant des querelles politiques qui pourraient faire dérailler l'ensemble du projet.

« Nous devons accélérer la dynamique de 2014 en matière de fédéralisation, notamment en développant les moyens des administrations régionales intérimaires existantes et en établissant de nouvelles administrations là où elles n'existent pas », a déclaré M. Kay devant les membres du Conseil de sécurité. « Dans les prochains mois, il faut que toutes les administrations régionales soient mises en place. Je salue l'intention d'établir sans tarder un Forum consultatif inter-régional ».

Le Représentant spécial a également estimé qu'il était nécessaire d'achever cette année l'essentiel de l'examen constitutionnel, notamment en ce qui concerne le partage du pouvoir et des ressources, alors qu'un référendum constitutionnel est prévu début 2016.

Selon M. Kay, il faut également prendre des décisions importantes pour préparer le référendum et les élections de 2016. « Il faut établir et faire fonctionner rapidement la Commission nationale électorale indépendante et la Commission sur la fédération et les limites », a-t-il ajouté.

Le Représentant spécial s'est dit inquiet des risques de retard cette année pour l'ensemble du projet politique en Somalie.

« Les querelles politiques que nous avons vues l'an dernier pourraient faire dérailler l'ensemble du projet. La crise la plus récente a retardé tous les aspects importants du gouvernement pendant plus de trois mois et conduit à un Parlement divisé et distrait », a-t-il estimé.

Malgré ces inquiétudes, Nicholas Kay a dit avoir le sentiment que les Somaliens sont déterminés à réaliser des progrès rapidement. « Nous avons maintenant davantage de travail cette année que l'an dernier », a-t-il dit.

RDC : la MONUSCO condamne de nouveaux massacres dans la région de Beni



4 février - Le chef de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), Martin Kobler, a condamné avec force mercredi de nouveaux massacres dans la région de Beni, dans l'est du pays.

« Je condamne fermement ces nouveaux massacres de civils dans le territoire de Beni. Rien n'entamera notre détermination à neutraliser tous les groupes armés qui terrorisent la population. Nous soutiendrons les autorités congolaises afin que tout soit mis en œuvre pour poursuivre les auteurs de ces tueries atroces et les traduire en justice », a affirmé Martin Kobler dans un communiqué de presse.

Des personnes non encore identifiées ont massacré à la machette des dizaines de civils à Mayangose-Kibidiwe, au nord-est de Beni.

Déjà en opération dans cette zone, la MONUSCO, les forces armées congolaises (FARDC) et la police nationale congolaise (PNC) ont dépêché des éléments sur place, et une enquête est ouverte. Par ailleurs, à Kasu, en Province Orientale, on signale la décapitation de plusieurs villageois par des inconnus, a précisé la Mission onusienne.

« Nous poursuivrons notre soutien actif aux opérations de sécurisation menées par les FARDC, afin que la quiétude revienne à Beni et dans tout l'est de la RDC », a conclu Martin Kobler.

La région de Beni a déjà été le théâtre de massacres ces derniers mois. Samedi, alors qu'il se trouvait en Ethiopie pour un Sommet de l'Union africaine, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, avait estimé que ces massacres montraient combien il était « important d'éradiquer tous les groupes armés illégaux de la région ».

Journée contre le cancer : l'ONU appelle à améliorer la prévention dans les pays en développement



4 février - A l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer, le chef de l'agence des Nations Unies qui aide à mettre au point des technologies permettant de combattre le cancer a rappelé mercredi qu'un grand nombre des décès dus à cette maladie dans les pays en développement pourraient être évités.

« Nous devons avoir pour objectif un accès équitable pour tous les patients, dans tous les pays, aux niveaux les plus élevés de soins contre le cancer, indépendamment du niveau de développement de leur pays », a dit le Directeur général de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano.

« Environ 70% des décès dus au cancer dans le monde ont lieu dans les pays en développement. Beaucoup de ces décès pourraient être évités si les bons équipements et des professionnels expérimentés étaient disponibles », a-t-il ajouté lors d'une manifestation organisée par l'AIEA à Vienne, en Autriche.

L'AIEA, qui cherche à promouvoir les usages pacifiques de l'énergie nucléaire, travaille depuis des décennies aux côtés de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour aider les pays à améliorer leurs programmes de lutte contre le cancer.

Selon l'OMS, il y a 14 millions de nouveaux cas de cancer chaque année à travers le monde et plus de 8 millions de personnes en meurent, dont 60% vivent en Afrique, en Asie et en Amérique centrale et du Sud.

Le Soudan du Sud au bord de la catastrophe alimentaire, selon l'UNICEF



4 février - Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a exhorté mercredi les parties au conflit au Soudan du Sud à mettre rapidement en œuvre l'accord de cessez-le-feu conclu lundi 2 février, sous peine de faire face à des pénuries alimentaires potentiellement catastrophiques dans les zones de conflit du pays.

Dans un communiqué rendu public à Djouba, la capitale du Soudan du Sud, l'agence de l'ONU s'est inquiétée du dernier rapport d'experts en sécurité alimentaire de l'ONU publié cette semaine, intitulé le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), selon lequel le conflit en cours « diminue fortement les approvisionnements alimentaires et entrave l'accès humanitaire à ceux qui ont le plus besoin d'aide ».

« Le personnel de l'UNICEF et ses partenaires constatent désormais qu'un grand nombre de personnes font l'objet de déplacements dans les zones de conflit en raison de pénuries alimentaires », a ajouté l'UNICEF.

« L'UNICEF a besoin d'un accès aux zones reculées rendues inaccessibles à cause des combats », a déclaré le Représentant de l'agence onusienne au Soudan du Sud, Jonathan Veitch. « Les deux parties au cessez-le-feu devront parvenir à un règlement sur le long terme ou faire face à la détérioration de la crise alimentaire à la fin de la saison sèche ».

L'UNICEF estime qu'au moins 229.000 enfants souffrent actuellement de malnutrition aiguë sévère au Soudan du Sud, soit deux fois plus qu'au début du conflit, il y a un peu plus d'un an.

En collaboration avec le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), l'UNICEF a renforcé l'aide aux enfants souffrant de malnutrition dans le pays, permettant à l'agence de porter assistance à près de 100.000 enfants souffrant de malnutrition sévère en 2014.

Afin de remplir son objectif d'aider environ 137.000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère en 2015, l'UNICEF a lancé un appel d'urgence de 34 millions de dollars pour continuer à intensifier sa réponse au Soudan du Sud en 2015.

Liban : le Conseil de sécurité condamne fermement la mort d'un Casque bleu de la FINUL



4 février - Les membres du Conseil de sécurité ont condamné mercredi dans les termes les plus vifs le meurtre d'un soldat de la paix espagnol de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) dans l'exercice de ses fonctions, lors d'un échange de tirs survenu le long de la Ligne bleue entre Israël et le Liban le 28 janvier 2015.

Suite au lancement, revendiqué par le Hezbollah libanais, de six roquettes en direction d'Israël depuis les environs du Wazzani, au nord de Maysat, dans la zone d'opérations de la FINUL, les forces israéliennes avaient alors riposté par des tirs d'artillerie dans le même

périmètre.

Au cours de cet échange de tirs, un Casque bleu de nationalité espagnole déployé sur un poste de la FINUL près de Ghajar avait été gravement touché, avant de succomber peu après à ses blessures. Le caporal Francisco Javier Soria Toledo, membre du contingent espagnol déployé au sein de la FINUL, avait rejoint la Mission le 13 novembre 2014.

Dans un communiqué de presse, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur profonde sympathie envers la famille du Casque bleu défunt et le gouvernement de l'Espagne.

Les membres du Conseil ont par ailleurs précisé qu'ils attendaient avec intérêt les conclusions de l'enquête en cours lancée par la FINUL afin de déterminer les faits et les circonstances entourant l'incident.

Forum de la jeunesse : l'ONU souhaite placer les jeunes au cœur du développement



4 février - Le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 actuellement en cours d'élaboration et ses objectifs de développement durable (ODD) devront tout autant s'inspirer des jeunes du monde entier qu'être une source d'inspiration pour eux, a déclaré le Président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), Martin Sajdik.

« Notre défi maintenant, chers jeunes collègues, est de poursuivre ces efforts bien au-delà de 2015, avec le même enthousiasme que nous avons constaté au cours de ces deux jours », a déclaré M. Sajdik dans son discours de clôture du Forum annuel de la jeunesse organisé au siège de l'ONU à New York les 2 et 3 février, tout en appelant les jeunes participants à faire entendre leur voix et à s'impliquer davantage pour jeter les bases de « l'avenir que nous voulons ».

Le quatrième Forum de la jeunesse organisé par l'ECOSOC coïncide cette année avec les 20èmes anniversaires du Programme d'action mondial pour la jeunesse et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui portent sur les défis auxquels sont confrontées les femmes et les filles dans le monde.

« Le Forum de cette année est l'occasion parfaite de faire avancer le programme de développement mondial en plaçant les jeunes au cœur du processus », a poursuivi M. Sajdik. « Les jeunes issus de toutes les régions du monde ont eu l'occasion de contribuer à la discussion sur ce qu'il conviendra de faire pour réaliser une transition efficace des OMD (Objectifs du Millénaire pour le développement) aux ODD (objectifs de développement durable) », a-t-il ajouté.

Le Président de l'ECOSOC a publié une déclaration présidentielle dans la foulée de l'évènement, résumant les « messages clés et les propositions audacieuses » mis en lumière par les jeunes participants au Forum afin d'aider la communauté internationale à élaborer un programme de développement ambitieux pour l'après-2015.

Entre autres éléments, M. Sajdik a mentionné l'Appel mondial de la jeunesse, qui a été présenté par l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, lors de la précédente édition du Forum; la lutte contre l'inégalité entre les sexes et les principaux défis auxquels font face les jeunes femmes et les filles dans tous les domaines de la vie; le problème du chômage des jeunes et la nécessité urgente de mieux gérer la transition de l'école au travail; et l'importance de mettre en adéquation les ODD avec les priorités des jeunes.

Bahreïn : des experts indépendants de l'ONU demandent la libération d'un opposant



Des manifestants à Manama, à Bahreïn, en décembre 2011.
Photo Al Jazeera English

4 février - Un groupe d'experts indépendants des Nations Unies a exhorté mercredi les autorités de Bahreïn à libérer Cheikh Ali Salman, responsable politique de l'opposition et figure religieuse, qui est accusé d'avoir incité au renversement du régime en place par des moyens non-pacifiques.

Cheikh Salman est le Secrétaire général de la Société islamique nationale Al Wafaq, principal parti politique d'opposition à Bahreïn. Son arrestation en décembre 2014 est intervenue peu de temps après sa réélection à ce poste.

« Les charges contre lui semblent liées au mécontentement du gouvernement concernant les opinions que Cheikh Salman a exprimées lors de discours publics et d'interviews télévisées, dans lesquels il a appelé à la mise en place d'un régime démocratique », ont souligné les experts dans un communiqué de presse.

« Si cela est effectivement le cas, son arrestation et les poursuites engagées contre lui seraient une violation de ses droits fondamentaux à la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de religion ou de conviction », ont-ils ajouté. « Nous avons demandé au gouvernement de Bahreïn de clarifier la situation et de fournir davantage d'informations sur ces allégations ».

Les experts de l'ONU ont également jugé inquiétantes les informations selon lesquelles des manifestations organisées suite à son arrestation ont été dispersées par les autorités, notamment en utilisant la force. Au moins 150 personnes auraient été arrêtées et près de 90 blessées au cours de manifestations et d'affrontements avec la police.

« Nous exhortons le gouvernement de Bahreïn à libérer sans délai tous ceux qui ont été arrêtés pour avoir exprimé de manière pacifique leur point de vue », ont ajouté les experts de l'ONU.

Syrie : le PAM condamne le détournement de son aide alimentaire par l'Etat islamique



4 février - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) s'est dit extrêmement préoccupé par la circulation d'images sur les réseaux sociaux montrant des rations alimentaires de l'agence onusienne frappées du sigle de l'Etat islamique en Syrie, également appelé l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL).

Dans un communiqué de presse publié cette semaine, le PAM a précisé qu'il s'efforçait de vérifier l'authenticité des photographies incriminées, le lieu où elles ont été prises et les circonstances entourant cet incident.

Selon le PAM, ces dernières semblent avoir été prises à Dayr Hafir, dans l'est du gouvernorat d'Alep, à environ 50 kilomètres de la ville d'Alep. La dernière intervention de l'agence de l'ONU à Dayr Hafir date du 5 août 2014, où un convoi a livré 1.700 rations alimentaires, soit suffisamment pour nourrir 8.500 personnes pendant un mois.

Le PAM a par la suite appris que, au mois de septembre 2014, l'EIIL était rentré par effraction dans les entrepôts du Croissant-Rouge arabe syrien (CRAS) à Dayr

Hafir, où des rations alimentaires non distribuées pourraient avoir été stockées - le CRAS est un partenaire du PAM. Dans la mesure où les zones sous contrôle de l'EIIL sont toutes situées dans des zones dangereuses, la capacité du PAM à surveiller les distributions de vivres est fortement limitée.

« Le PAM condamne ce détournement de l'aide alimentaire dont les populations ont désespérément besoin à l'intérieur de la Syrie. Nous exhortons toutes les parties au conflit à respecter les principes humanitaires et à autoriser les travailleurs humanitaires, y compris nos partenaires, à fournir des vivres aux familles les plus vulnérables et affamées », a déclaré le Coordonnateur d'urgence régional du PAM pour la crise syrienne, Muhannad Hadi.

Le PAM opère de manière ininterrompue depuis le début de la crise, fournissant chaque mois une assistance alimentaire à plus de 4 millions de personnes en Syrie et à plus de 1,8 million de réfugiés syriens dans les pays voisins.